

## **PROJET COOPERA**



### **Séminaire de recherche**

Université Laval, Québec, salle DKN-5172  
28-29 septembre 2017

### **L'EXPÉRIENCE DE LA JUSTICE ET DE L'INJUSTICE AU PRISME DE TROIS CATÉGORIES INTERRELIÉES : LA DISCRIMINATION, LA VULNÉRABILITÉ ET LA SUBALTERNITÉ**

L'indignation marque les mouvements sociaux de cette décennie. L'indignation prend diverses significations, bien sûr celles portées par le mouvement des Indignés espagnols, mais aussi d'autres à leur suite. L'Indignation a aussi son revers, celle qui ne porte pas le nom public d'Indignation, portée par cette classe moyenne révoltée par des élites corrompues et qui s'attache, en réaction, au populisme et à toutes ces conséquences.

L'enrichissement faramineux des uns, cette infime partie de l'Humanité, fait face aux révoltes bruyantes de masses visibles et créatrices à la recherche de nouvelles formes de vie, mais aussi d'autres plus silencieuses, qui émergent des périphéries des grands centres urbains, et qui cherchent à reprendre leur place dans un monde qui les a appauvris.

L'humanité et celui qu'on appelle le 'peuple' devra faire des choix difficiles car ces formes d'indignation et de révoltes sont toutes ancrées dans l'Insécurité et l'inquiétude grandissantes des uns et des autres face à un avenir incertain.

Par ce séminaire, nous voulons donner suite aux travaux initiés depuis 2015 par le groupe Coopéra et au sein duquel les thèmes de la discrimination, de la vulnérabilité et de la subalternité ont été explorés les uns à la suite des autres. Dans le cas de la présente édition, il s'agira de poursuivre le travail et cette fois-ci de prendre de front ces trois catégories et de les replacer au cœur de ce climat politique extrêmement difficile qui est celui de notre temps, et dont les pointes de l'iceberg se présentent sous formes de révoltes tantôt bruyantes, tantôt silencieuses pour la justice, sachant que les significations de la justice sont tout à fait variables selon les groupes victimes d'injustices et selon les expériences faites de l'injustice. Le séminaire devrait permettre de replacer ces trois catégories dans leurs fines articulations en des termes à la fois conceptuels, politiques de type expériences. Comment le fait d'être discriminé, vulnérabilisé, subalternisé, influe-t-il sur l'expérience faite de la justice et de

l'injustice ? Et, comment se constituent et quelles formes sont prises par les expériences de discrimination, de vulnérabilisation et de subalternisation ? En quoi ces expériences appellent-elles à des formes inédites de résistance ? Reprendre les termes de l'idéologie néolibérale et de ses crédos, la tyrannie de la marchandisation extrême de la vie, nous permettrait de redire l'abjection et ce qui se trouve aux fondements de l'indignation montante des uns et des autres, quelles que soient ses significations. Plutôt que de la redire et d'en refaire l'analyse, nous prendrons cette dernière comme une donnée, une sorte de toile de fond, et nous proposerons de la pénétrer par les chemins de l'expérience et au prisme des trois catégories qui nous intéressent, soit la discrimination, la vulnérabilité et la subalternité. Nous proposons ainsi, dans le cinquième et ultime séminaire de cette série de 5 l'exploration de diverses formes d'expérience que peuvent faire des sujets collectifs de la normalité et de la normalisation néolibérale, sujets discriminés, vulnérabilisés, subalternisés. Entre les Indignés anarchistes, néo-marxistes, féministes ou encore écologistes et les votants du pays « trumpiste » et du Brexit, de l'Italie du mouvement cinq étoiles, ou encore ceux de la désormais fausse démocratie brésilienne ou de la Pologne confortée par le conservatisme chrétien, une infinie possibilité de formes de subjectivation politique se dessine. Ce qui nous intéresse plus particulièrement est de pouvoir dépasser les expériences de minorisation propres à la normalisation néolibérale, ainsi que leurs conséquences les plus évidentes, celles de l'amointrissement de la valeur attribuée des sujets et de la vie elle-même, et de tenter de comprendre la manière dont ce problème de la valeur, de soi et du collectif, trouve des réponses dans des formes de justice et aussi de résistance qui méritent une attention soutenue.

Au sein de ce séminaire, l'ethnographie, soit ce regard en creux et au plus fin, ainsi que les études de cas seront privilégiées, comme moyens de faire apparaître et penser ces expériences.

## PROGRAMME

### Jeudi 28 septembre

9h30 : Accueil des participants. Café

9h45 : Mot d'ouverture

10h - 10h30 (discussion incluse)

**Où est passé le futur? Les liens paradoxaux entre la lutte à la discrimination et la fermeture des horizons politiques dans la gouvernance néolibérale appliquée aux Autochtones du Canada et du Guatemala**

Martin Hébert

Professeur au département d'anthropologie, Université Laval

Les approches critiques ont tendance à poser les diagnostics de la subalternité et les propositions de mondes « autres », plus justes, comme deux pratiques complémentaires entre elles et contributives à l'émancipation. Or, il semble que l'État néolibéral, dans sa déclinaison multiculturaliste en particulier, a coopté une partie importante de ce binôme. Au Canada et au Guatemala, l'État et l'appareil de

gouvernance paraétatique qui étend son pouvoir dans la société civile semble s'être arrogé le rôle de recueillir les récits de souffrance des subalternes, de les distiller en marqueurs de vulnérabilité, puis de leur appliquer des mesures correctives. Ce faisant, l'indignation et la souffrance se trouvent canalisées vers un projet simple : la normalisation des vies des subalternes et leur intégration soi-disant « digne » dans la structure institutionnelle existante. Dans cette présentation, nous examinerons un certain nombre de ces moments diagnostiques pilotés par l'État dans chacun des deux contextes d'étude, il sera question en particulier de diverses commissions qui ont été mises en place depuis les années 90 pour dresser des portraits des discriminations et violences structurelles envers les peuples autochtones. Quoique ces commissions se closent invariablement sur des discours invoquant l'ouverture d'une ère nouvelle, nous verrons ici que ces démarches fixent plutôt les subalternes dans un éternel présent, celui de cette fin de l'Histoire qui constitue l'un des ressorts idéologiques principaux du néolibéralisme. La dernière partie de notre présentation puisera dans nos terrains ethnographiques réalisés dans les deux pays pour explorer les manières dont les peuples autochtones tentent de produire de nouvelles possibilités politiques dans ce contexte.

10h30 – 11h (discussion incluse)

### **La désignation des bénéficiaires de l'action sociale au Congo Brazzaville Positionnement éthique**

Emmanuel JOVELIN

Professeur des Universités, Université de Lorraine, Laboratoire Lorrain des Sciences Sociales

Mon intervention provient d'une recherche menée au Congo Brazzaville en 2016 sur l'opérationnalisation de la politique nationale de l'action sociale. Il s'agissait d'analyser et de mettre en place des stratégies pour opérationnaliser l'action sociale de manière globale. Par conséquent la désignation des personnes vulnérables et éligibles à l'action sociale était l'un de volets de cette recherche. Ainsi, si la banque mondiale a impulsé des méthodes pour évaluer les besoins d'aide de personnes vulnérables et voir quelles sont les personnes éligibles à l'aide sociale, selon les organismes congolais, il y a des pratiques de désignations des personnes vulnérables qui étaient à interroger du point de l'éthique, de l'accompagnement social, de l'inclusion sociale à long terme. Plusieurs questions se posent :

Quelles sont les cibles qui devaient bénéficier de la politique nationale de l'action sociale ? De quel degré de vulnérabilité parlait-t-on ? De la vulnérabilité tout court ou de la grande vulnérabilité ? Quelles étaient les méthodes de désignation des personnes éligibles à l'action sociale ? Quelles nouvelles méthodes face aux anciennes pratiques ? Telles sont les questions auxquelles mon intervention tentera de répondre.

11h - 11h30 (discussion incluse)

**Les limites de l'hospitalité. Réflexions sur l'accueil et les soins aux personnes marginalisées**

Éric Gagnon

Centre de recherche sur les soins et services de première ligne de l'Université Laval  
Centre d'excellence sur le vieillissement

À partir d'exemples tirés d'études sur les soins et l'aide aux personnes sans abri, sans papier et marginalisées, nous discuterons des difficultés rencontrées dans l'accueil de ces personnes et dans la reconnaissance de leurs droits. Nous examinerons un ensemble de limites auxquelles se butent ceux qui leur portent assistance : limites matérielles, limites sécuritaires et limites « identitaires ». Nous nous interrogerons sur les conditions de l'accueil et des soins (habiter le même monde, faire le deuil de comprendre), les problèmes qu'elles soulèvent, les défis qu'elles posent. Nous conclurons par une réflexion sur l'hospitalité envers les mendiants, les étrangers et autres errants; une obligation très ancienne.

11h30-12h Discussion générale

**12H – 13H30 Pause dîner**

13h30-14h (discussion incluse)

**La révolte silencieuse des subalternes - une régression sociale et un passage du mode sociétal au mode communautaire**

Ewa Bogalska-Martin,

Professeure de sociologie, Université Grenoble-Alpes

Dans cette contribution nous allons mobiliser les résultats des recherches récentes conduites en France sur les rapports entre l'état et les citoyens qui interrogent la capacité des institutions républicaines à assurer le respect de normes qui statuent sur l'égalité de traitement et la justice. La dimension centrale de notre propos dialogue avec les travaux qui portent sur le phénomène de la régression sociale. Nous avons pu l'identifier sous une forme de perte de confiance en les valeurs républicaines portées par l'ordre sociétal et par l'adoption des attitudes d'auto-organisation alternative qui consiste à réinventer l'ordre communautaire qui proclame l'inégalité et la violence comme forme légitime d'organisation sociale à l'échelle de territoires locaux.

En particulier, notre intervention portera sur le phénomène de rupture du contrat républicain ressentie par les personnes qui appartiennent aux groupes défavorisés et habitent les quartiers « sensibles ». Il s'agira également d'analyser les raisons à l'origine de la rupture de relation de confiance, entre les institutions publiques et les

citoyens concernés par les traitements inégaux et injustes qui semblent expliquer, en partie, cette forme particulière de la régression sociale.

14h30-15h (discussion incluse)

**Les paradoxes des effets des discours et des pratiques dominants et alternatifs sur les vulnérabilités et les discriminations à l'heure de la médicalisation des problèmes sociaux.**

Lourdes Rodriguez

Professeure au département de travail social, Université de Montréal.

*Résumé à venir...*

15h-15h30 (discussion incluse)

**Les failles affectives**

**Ethnographie politique de l'enquête sur remise en liberté**

Fabrice Fernandez & Stéphanie Gariépy

Professeur au département de sociologie, et, doctorante en sociologie, Université Laval

Au sein des chambres pénales et criminelles, les auditions des personnes cautionnaires constituent des moments forts où liens affectifs et responsabilité pénale sont mis en tension. Ces cautionnaires, souvent proches des accusés, sont invités à s'engager financièrement, civiquement et moralement pour participer au redressement moral des individus inculpés. Mais durant les auditions ce sont leurs liens affectifs avec les cautionnaires qui sont placés en observation, évalués et finalement jugés comme normaux, déviants ou pathologiques, en orientant ce faisant la décision de justice (remise en liberté sous caution ou détention). A travers une enquête ethnographique de six mois au sein d'une chambre pénale et criminelle canadienne (Qc), notre objectif est ici de questionner la nature ambivalente des *politiques de cautionnement* notamment pour des délits de violences physiques et/ou morales. Nous montrerons comment les enquêtes sur remise en liberté, ce travail ordinaire et méconnue de la justice, produisent des jugements s'appuyant tout autant sur une connaissance des dossiers pénaux que sur l'intime conviction du juge, fondée sur des éléments préréflexifs, moraux, émotionnels voire normatifs au regard de familles souvent précarisés et jugées dysfonctionnelles. Ce faisant nous tenterons de mettre en lumière de quelle manière le traitement et les évaluations morales des relations entre les accusés et leurs « cautions » sont façonnés par les orientations néolibérales et managériales du traitement pénal ordinaire des déviances, en participant à la construction de failles affectives discréditantes.

15h30 – 16h Discussion générale

**16h-16h15 pause-café**

16h15 Lancement du livre collectif *Itinéraires de reconnaissance. Discriminations, revendications, action politique et citoyennetés*, dirigé par Ewa Martin, Diego Fernandez Varas, Olivier Leservoisière et Alexis Martig.

## Vendredi 29 septembre

9h30 -10h (discussion incluse)

### **L'intervention urbaine ciblée : production des subalternités, des vulnérabilités et des discriminés dans le quartier Alma Très Cloître de Grenoble.**

Nicolas Perez Beron  
Doctorant au laboratoire PACTE

A travers une analyse des archives, des diagnostics territoriaux, des projets urbains, et des observations de terrain nous aborderons la production d'un espace urbain de marginalisation, de stagnation, de déstabilisation et d'infériorisation d'un quartier grenoblois qui fait depuis des nombreuses années l'objet de politiques de la ville.

Situé en plein centre-ville de Grenoble, le quartier Alma très Cloître est sujet d'une intervention publique particulière, réservée à des territoires fragilisés identifiés au travers de différents indicateurs sociaux-économiques et urbains. Ce quartier classé « politique de la ville » constitue un espace traversé par différents processus des stagnations, des marginalisations et des déstabilisations où les conditions de vulnérabilité, subalternité et de discrimination font leurs jonctions. Ainsi depuis la première intervention massive sur le quartier par une opération urbaine de réhabilitation dans les années 70 à son inscription dans la catégorie des quartiers Politique de la Ville dans les années 2000, cet espace urbain et ses habitants ont fait l'objet d'un investissement des pouvoirs publics au nom d'une volonté d'apporter une certaine justice sociale. Toutefois d'autres phénomènes de justice liés aussi bien aux questions de peuplement et de l'immigration, mais aussi aux évolutions des politiques publiques en matière d'action sociale et urbaine, restent très visibles.

10h -10h30(discussion incluse)

### **Une mère de Mistral vulnérable ? Certainement pas ! Les révolutions silencieuses – les voix des mères de quartier Mistral (Grenoble)**

Anna Krol,  
Docteure en philosophie, Laboratoire PACTE, Université de Grenoble.

Selon la liste dressée par l'Union Européenne « les mères/pères de jeunes enfants » sont considérés comme des personnes vulnérables. Le quartier Mistral est l'une des quartiers prioritaires de la ville de Grenoble dont certains grenoblois ne connaissent même pas l'existence. Cloisonnée au niveau d'aménagement urbain et abandonnée par les habitants (qui pouvaient se permettre), par la police et par la majorité des

organisations associatives, Mistral est devenu une périphérie, une zone à part sur le territoire de la ville de Grenoble. « Être une mère de jeunes enfants à Mistral » - la conjugaison de ces deux facteurs indique une situation très compliquée. A celle-ci s'ajoutent souvent le souci économique, et/ou de santé ou de la violence. Néanmoins, les témoignages des mères que j'ai pu recueillir montrent non seulement la force de chacune de ces dames, mais surtout à quel point elles cherchent à reprendre leur place au sein de la société, combattent les idées reçues et mènent leurs révoltes au quotidien.

10h30 -11h (discussion incluse)

**InterReconnaissances. Minorisation et resubjectivation.**

**Francine Saillant**

Professeure émérite au département d'anthropologie, Université Laval

Le projet InterReconnaissances a démarré au début des années 2010; il devait permettre une exploration de la mémoire des droits dans plusieurs secteurs d'action du milieu communautaire et associatif au Québec, cela sur une période de 50 ans. Il a été possible d'interviewer près de 250 personnes, considérées comme acteurs-témoins d'actions majeures ayant contribué à l'accès aux droits de femmes, de personnes migrantes, de personnes LGBT, de personnes ayant des problèmes de santé mentale et aussi de personnes handicapées. À cela s'est ajoutée l'action d'artistes ayant accompagné de près ou de plus loin ces actions. Une équipe de 7 personnes a travaillé pendant plusieurs années à la collecte des témoignages et des artefacts entourant ces actions. Un ouvrage à l'issue de ce long périple est en voie de finalisation et paraîtra en 2018 ainsi qu'une exposition itinérante présentera à partir de cette même année les résultats de ce travail à la fois mémoriel, ethnographique et réflexif. Cette recherche a été conduite de manière collaborative avec les milieux communautaire et associatif.

De ce travail découle une série de réflexions autour de l'(in)justice. Comment les groupes minorisés (pourrions-nous dire subalternisés ?) abordent-ils l'expérience de l'injustice et de la justice ? il faut comprendre que tous les groupes avec lesquels nous avons pu travailler dans le projet InterReconnaissances ont pris pour point de départ de leurs actions l'expérience de l'injustice qui prend pour assise celle de la minorisation du sujet individuel et collectif et celle de l'expérience du mépris au sens où l'entend Emmanuel Renault. Cette expérience est ce qui motive tout un ensemble d'actions mobilisatrices parfois bruyantes, parfois silencieuses, parfois plus discrètes. Les mouvements diffèrent les uns par rapport aux autres : ceux des personnes en situation de handicap et des personnes ayant des problèmes de santé mentale, pour qui la perspective des droits a été celle de sortir de l'infantilisation institutionnelle cautionnée par la science médicale est complexe et pas toujours très visible. Celle des femmes et des personnes LGBT a pris plus de poids dans l'espace public et ses actions ont frappé l'imaginaire collectif, allant des brassières brûlées aux Gay Pride. Celles des migrants est souvent à l'ombre compte tenu des statuts politiques des personnes et de leur insécurité légale. Les répertoires d'actions utilisées et observés chez les divers mouvements ont ceci de particulier qu'ils ont pu nous permettre de

comprendre la dévictimisation des sujets, leur requalification par les mots, la manière d'apparaître dans l'espace public, un rapport aux droits de plus en plus affirmé voire normalisé, et maintenant, depuis les années 2000, une précarisation de ces mêmes droits. Au centre de notre propos sera la question de la manière dont ce processus de dévictimisation et de resubjectivation présent dans tous les mouvements communautaires observés, soit celui qui nous transporte du statut de sujet minorisé à celui de sujet politique, articule de manière frontale les trois catégories du séminaire soit celle de la discrimination, de la vulnérabilité et de la subalternité. Reconnaître la discrimination, s'auto-reconnaître, trouver le chemin complexe qui permet de saisir le caractère construit socialement de la vulnérabilité comme produit de la discrimination et non comme essence et qualité imposée, s'ouvrir à une nouvelle forme de subjectivation qui soit culturelle et politique sont des aspects clefs des expériences des uns et des autres au sein des divers mouvements. Tout au long de cet exposé, le groupe des migrants servira de fil conducteur pour présenter les grandes lignes des résultats de cette recherche et les reprendre en fonction des objectifs du séminaire, quoique ici et là des exemples des autres mouvements seront pris en compte.

11h -11h30(discussion incluse)

**L'idée de justice en parenthèse. Les ambiguïtés du sentiment d'injustice dans la société chilienne contemporaine.**

Diego Fernandez-Varas

Doctorant en anthropologie au Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains (LADEC FRE 2002), Université de Lyon

Je voudrais reprendre dans cette communication différents mouvements sociaux chiliens qui ont vu le jour durant les dix dernières années et les mettre en perspective par rapport 1. à l'idée de justice (associée fonctionnellement à l'état et au sentiment d'impunité postdictature) et 2. à la faible organisation politique et le peu des résultats des mouvements les plus visibles. l'idée principale est de faire apparaître comment l'injustice est devenue intrinsèque au modèle économique et social chilien, et comment la justice (dans un sens moral) est mise entre parenthèse pour que les personnes puissent vivre, ou plutôt survivre dans un milieu tout de même très hostile.

**11h30 -12h Clôture du séminaire**